



Les inégalités plombent le moral des Belges

SONDAGE Faire des études supérieures contribue à déjouer la reproduction sociale

- Logement, santé, niveau d'études, revenus... Les inégalités sociales traversent toutes les couches de la société.
- Le « Thermomètre Solidararis/RTL Info/«Le Soir» » les identifie et sonde le ressenti de la population à leur égard.

Inégalitaire, la société belge actuelle ? La Banque nationale, le SPF Économie, le Bureau du plan... se relaient de mois en mois, d'année en année, pour aligner les statistiques sur le sujet. La mutuelle socialiste a repris l'affaire à son compte, livrant avec le « Thermomètre Solidararis/RTL Info/Le Soir » une synthèse des principales données existantes et le ressenti de la population francophone.

1 Des inégalités multifactorielles. Quand on pense inégalités, on pense surtout « argent ». De fait, lorsque l'on décompose les revenus du travail, on remarque qu'au sein de la population, les 20 % les plus pauvres cumulent seulement 5,4 % des revenus du travail et de remplacement. A l'autre bout de la chaîne, les 20 % les plus riches ont à leur disposition 44 % de ces mêmes revenus. La démonstration est encore plus flagrante avec le patrimoine (les maisons, terrains, appartements, forêts...): les 20 % les plus pauvres détiennent 0,2 % du patrimoine belge tandis que les 20 % les plus riches possèdent près de 60 % des biens (infographie ci-dessous). « C'est le couronnement de l'ensemble des inégalités », dit Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidararis, la mutuelle socialiste. Une solution ? *Le service public est le patrimoine de ceux qui*

n'en ont pas. On touche là à la fonction redistributive de l'État, or les gens ont l'impression que celle-ci ne fonctionne plus. Il faut retrouver le côté vertueux et la progressivité de l'impôt. »

2 Déjouer la reproduction sociale. Quand on pense inégalités on pense aussi assez souvent aux logiques de « reproduction sociale ». À cet égard, on constate d'abord que pour la moitié des moins nantis, le diplôme le plus haut se limite au secondaire inférieur. On constate aussi que, dans cette catégorie, 17 % possèdent un diplôme du supérieur (que donc les études ne protègent pas toujours contre la précarité). On constate enfin que les études aident à grimper l'échelle sociale (45 % des plus riches sont diplômés du supérieur) mais qu'un faible diplôme ne condamne pas nécessairement à la pauvreté puisqu'un cinquième des nantis ne dépasse pas le secondaire inférieur.

On peut également risquer une comparaison entre le diplôme le plus haut que possèdent nos contemporains et celui qu'avait décroché leur père. Ainsi, 80 % des titulaires d'un titre primaire ont un père dont le plus haut niveau d'étude était... identique. « Ceci illustre de manière limpide le phénomène de reproduction sociale », commente Martin Wauthy, directeur marketing chez Solidararis. L'inverse n'est pas tout à fait aussi limpide : 30 % des diplômés universitaires ont un paternel lui aussi diplômé de l'université. Ce qui signifie également – et c'est plutôt rassurant – que 70 % de ces universitaires ont un diplôme supérieur à celui de leur paternel. Ils ont donc réussi à déjouer le piège de la reproduction sociale.

3 Le bien-être subjectif. Constaté les inégalités sociales, c'est bien ; en mesurer les effets sur la population, c'est autre chose. C'est à cette tâche que s'est employé Solidararis en sondant l'état de

bien-être d'un millier de Belges francophones en le croisant avec les revenus. Le résultat est tout à la fois édifiant et parfaitement logique. C'est en tout cas ce qui ressort du questionnaire inspiré de l'échelle de Cantril. « Dites-nous, paraphrase Martin Wauthy, comment vous évaluez votre vie actuelle : la pire ou la plus belle que vous pourriez imaginer ? » Parmi les individus affichant les plus bas revenus, un sur deux avoue

avoir « une vie pas du tout satisfaisante ». Par contre, les personnes affichant les revenus les plus élevés (à partir de 3.900 euros par mois) déclarent pour près de 90 % d'entre elles avoir une vie « plutôt satisfaisante ». « Pour les premiers c'est un autodiagnostic d'échec de sa vie, ponctue Martin Wauthy. Derrière une question toute simple, c'est terriblement cruel. »

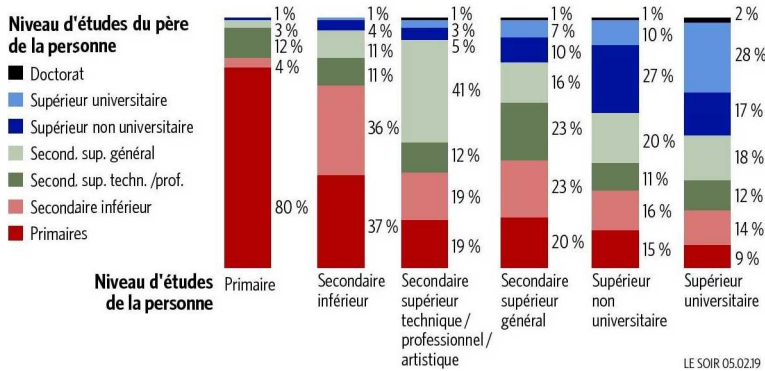
4 Les inégalités, on n'aime pas. Comment les personnes interrogées jugent-elles les inégalités ? Près de 70 % des répondants les considèrent comme « excessives ou trop importantes ». De plus, il y a quelque part un culte de la fatalité : la plupart des répondants se résignent, pensent qu'on ne peut de toute façon rien faire pour changer l'ordre des choses. Ils pointent au passage ce qui les interpelle dans le long cortège des problèmes sociaux : c'est dans la santé, le logement et les salaires que les différences de traitement sont les plus flagrantes. « Plutôt que de stigmatiser, et de tomber dans une forme de populisme, je préfère rendre de la valeur à la parole politique, conclut Jean-Pascal Labille. Il faut que les politiques se réimprègnent de la vie concrète des gens et de grandes notions comme la justice fiscale, la justice sociale, la redistribution des richesses. C'est cela que les gens veulent entendre. » ■

ERIC BURGRAFF
CLARA VAN REETH

Les inégalités de diplôme

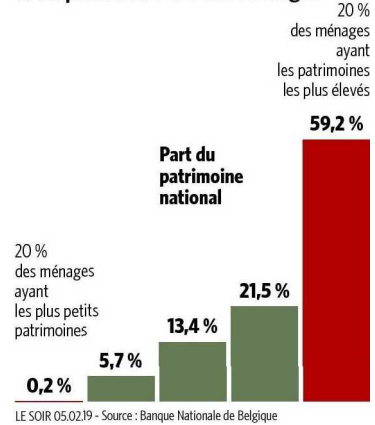
La reproduction sociale par le capital culturel (le niveau de diplôme)

Base : 100 % = population totale - Fédération Wallonie-Bruxelles



Les inégalités de patrimoine

% du patrimoine net des ménages



POLITIQUE

Le PS n'est pas perçu comme le champion de la lutte contre les inégalités

Mauvaise surprise pour le PS : dans l'enquête Solidaris, quand on demande aux sondés, parti par parti, s'ils pensent « qu'il agit ou non pour tenter de réduire les inégalités socio-économiques en Belgique », ce n'est pas la formation d'Élio Di Rupo qui arrive en tête, mais le PTB, avec 25 %, le PS obtenant 18 %. A contrario, quand on demande qui « devrait agir en

priorité pour tenter de réduire ces inégalités », c'est le PS qui est premier, avec 72 %, devant le PTB (44 %). Autrement dit : qu'on les interroge d'une manière ou d'une autre, les personnes sondées estiment que les socialistes n'en font pas assez en la matière et devraient s'activer davantage. Comment comprendre ce hiatus entre l'image et le message que veut projeter le parti, et l'impression qu'en ont les gens ? Le politologue Pierre Verjans (ULiège) cite trois éléments d'explication. Un, la réalité des faits : « Il y a d'abord l'occupation du pouvoir : depuis

1988 et jusqu'en 2014, le PS était dans la majorité fédérale, et en 2014 encore en Régions et à la Communauté. Malgré cette continuité dans l'action et le discours, la réalité montre l'augmentation des inégalités ces vingt-cinq dernières années. » Deux, les critiques de la gauche radicale : « C'est le vieil argument de la gauche minoritaire qui dit que le PS n'en fait pas assez pour lutter contre les inégalités. Et cela percole. Le PTB reprend le discours du PC à l'époque. » Trois, on ne règle pas les causes des inégalités : « Comme le dit John Rawls dans son analyse sur la société

juste, le problème de l'Etat social est qu'il ne réduit pas les causes des inégalités : il distribue l'argent à ceux qui en ont besoin pour des raisons de chômage, pension ou maladie, mais il ne réduit pas les inégalités. Excepté des trajectoires individuelles, il y a des continuités de génération en génération : les très riches sont des enfants de très riches et les pauvres sont des enfants de pauvres. » Tout cela fait que « le PS apparaît comme n'empêchant pas assez les inégalités sociales ».

MA.D.

PATRIMOINE

Une notion floue mais capitale

C'est une inégalité flagrante : les populations les plus riches possèdent un patrimoine 300 fois plus élevé que les plus pauvres. Paradoxe : ces écarts ne semblent pas tant inquiéter, voire indigner, les citoyens. Dans le nouveau thermomètre Solidaris, le patrimoine n'occupe que la 7^e place des inégalités jugées les plus graves. Pourquoi un tel décalage entre

faits et perceptions ? D'abord parce que le patrimoine est une notion floue. S'il comprend, légalement, l'ensemble des biens, droits et obligations d'une personne, « dans la tête des gens, il est surtout lié au fait d'être propriétaire de sa maison », remarque Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. S'attaquer au patrimoine, « c'est donc un peu comme remettre en cause le désir de posséder une maison », poursuit-elle. Or, ce désir et la conviction qu'il vaut mieux être propriétaire que locataire, sont

fortement ancrés.

Sous-jacente à ce besoin d'achever, il y a l'envie de transmission, de « laisser quelque chose à ses enfants », très présente chez les ménages à bas revenus. Mais à l'autre bout du spectre économique, l'héritage est une notion indissociable des inégalités de patrimoine : alors que les droits de succession sont assez élevés en Belgique, les plus grandes fortunes bénéficient d'alternatives, notamment pour leurs actions en société mises au nom de leurs enfants. De plus, ces droits « n'ont pas évolué depuis

quarante ans, ce qui est une situation assez injuste et qui ne tient pas compte de la hausse des prix de l'immobilier », note Marc Van Beneden, notaire à Bruxelles. Pour lutter contre ces inégalités de patrimoine, le secrétaire général de Solidaris, Jean-Pascal Labille, estime que la transmission des biens « obtenus à la sueur du front » devrait être simplifiée. « Tandis que la transmission d'autres patrimoines, davantage financiers, devrait, elle, être soumise à un juste impôt. »

CLARA VAN REETH